

"Plus que jamais" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (6 mars 1950)

Légende: Le 6 mars 1950, commentant la signature le 3 mars à Paris des conventions franco-sarroises, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung expose les enjeux politiques et économiques d'un règlement de la question sarroise.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Baumgarten, Hans ; Dombrowski, Erich ; Korn, Karl ; Sehte, Paul ; Welter, Erich. 06.03.1950, Nr. 55. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Und nun erst recht", auteur:Klepper, Otto , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/plus_que_jamais_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_6_mars_1950-fr-87429862-3550-4d64-8792-0953f293c37c.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Il est grand temps

par **Otto Klepper**

Personne ne mettrait en doute le fait que la Sarre appartient à l'Allemagne. Il est tout aussi clair que la population sarroise en a conscience et qu'à l'exception d'un nombre infime de profiteurs, elle ne souhaite rien changer à cette situation. Si l'on évalue les accords passés entre le gouvernement français et ce que l'on appelle le «gouvernement sarrois» à l'aune du principe de liberté qui est le fondement même de l'Occident, il faut bien admettre que la première impression que suscitent ces développements est la suivante: «Veut-on ainsi construire un monde qui peut se considérer comme plus civilisé que l'Orient?» Talleyrand aurait ajouté: pire encore, on a commis une faute politique.

Dans le traitement réservé pour la deuxième fois au problème de la Sarre, on retrouve deux écoles de pensée qui s'expliquent par l'histoire, mais qui sont malheureusement dépassées. Ces deux modes de pensée témoignent du manque d'imagination et de la crainte de l'avenir qui caractérisent la personnalité de cette génération d'après-guerre si hésitante.

Malgré les expériences anciennes et récentes, la politique française croit encore devoir tenir compte d'une façon mécanique du besoin de sécurité. Plus le territoire de l'Allemagne sera réduit, et plus il sera fragmenté par une approche «fédéraliste», plus il paraîtra facile à l'observateur mal informé d'intégrer l'Allemagne dans un monde en paix. Mais on considère l'intégration des gisements de charbon de la Sarre à l'économie française comme un avantage économique.

Il est vrai qu'au cours des quelques années à peine qui se sont écoulées depuis la catastrophe nationale de 1945, notre nation a retrouvé une vitalité inespérée. Il est vrai aussi que l'homme dynamique, lorsqu'il constate ou pense qu'on l'empêche de réaliser ce dont ses capacités le rendent capable, se rebelle et recourt finalement à la violence. L'histoire nous apprend également que de ce point de vue, il n'y a pas de différence entre les individus et les nations. Nous savons cela tout aussi bien que nos anciens adversaires. Mais nous – justement nous, qui nous sommes distanciés dès le début et systématiquement du national-socialisme – tirons de ce constat des conclusions radicalement différentes de celles auxquelles parviennent les plus timides qui nous entourent.

Nous avons en effet compris que l'époque des États-nations européens et des économies nationales était révolue. Personne ne peut avoir l'esprit assez étroit pour penser qu'après une troisième guerre mondiale, il resterait encore sur notre continent une vingtaine de petites nations et autant d'économies nationales conçues comme des économies mondiales au format de poche. Mais la viabilité de la civilisation occidentale dépendra de la capacité des peuples d'Europe de l'Ouest à empêcher cette évolution de façon pacifique. C'est pourquoi ce journal illustre encore et encore cet objectif de la politique allemande actuelle, cet objectif qui prime sur tous les autres. C'est notre contribution à la réalisation de cet objectif, c'est-à-dire à la réalisation pratique de ce monde meilleur que nos anciens adversaires ont proclamé comme leur objectif de guerre. Ce n'est qu'ainsi que les Allemands auront la possibilité, qu'ils ont cherchée en vain jusqu'à présent, de développer leurs forces sans entrer en conflit avec les objectifs légitimes d'autres peuples.

La lutte pour la réalisation de cette vision n'est pas sans perspectives de réussite. Aucun autre pays européen ne comprend aussi clairement que l'Allemagne que ce grand pas en avant doit réussir pour nous permettre de survivre. Ce peuple travailleur et entreprenant possède en outre les capacités nécessaires pour contribuer de façon significative à la réalisation de cette vision. Mais cette perspective, encourageante non seulement pour nous mais également pour tous les autres, s'évanouirait si se répandait en Allemagne l'impression qu'il s'agit d'adhérer à une *societas leonina*, une société conçue dans l'intérêt de tous les autres mais à nos dépens. L'accord sur la Sarre ne fait qu'encourager le développement de cette impression. C'est pourquoi sa conclusion est une faute politique.

Du point de vue d'une économie mondiale dans laquelle le travail se répartit librement, le charbon de la Sarre n'a pas grande valeur. La nationalisation des mines sarroises s'explique principalement par les doutes concernant leur rentabilité. L'incorporation du charbon de la Sarre au domaine économique français ne

présente un avantage qu'aussi longtemps que se maintient l'ordre monétaire et politico-économique injuste qui prévaut actuellement en Europe. À mesure que l'économie mondiale s'assouplira, et surtout dès que la convertibilité des devises sera assurée, cet avantage se transformera forcément en inconvénient quand il faudra couvrir le déficit des mines de charbon sarroises. Les Français sont-ils pessimistes au point de penser que le nouvel ordre économique et monétaire n'apparaîtra pas avant l'an 2000, c'est-à-dire avant cinquante ans? Si tel n'est pas le cas, l'accord sur la Sarre est aussi une faute du point de vue de la politique économique.

Que devons-nous faire? Personne ne peut raisonnablement attendre de nous que nous acceptions comme contraignantes et définitives des décisions qui ont été imposées unilatéralement à l'Allemagne et à son peuple par nos anciens adversaires, à l'Ouest comme à l'Est, sans aucune implication de notre part. Nous ne le faisons ni en nous taisant ni, comme disent les juristes, par le biais d'actions décisives comme par exemple en participant d'une façon ou d'une autre au Conseil de l'Europe. Le jeune État allemand ne peut pas grandir sous le joug d'une domination étrangère. Mais nous refusons également de nous réfugier dans le ressentiment nationaliste – la mise en garde du chancelier à cet égard fut opportune. Cela nous condamnerait à l'impuissance politique.

Nous allons ignorer consciemment la faute commise vis-à-vis de la Sarre pour suivre plus que jamais la ligne qui nous mènera à l'objectif que nous savons juste: une Allemagne libre dans un monde libre. Cette approche détermine également, aujourd'hui comme hier, notre attitude vis-à-vis de la France.